

Unité départementale de l'Aisne  
10 rue de Mayenne  
Cité administrative  
02200 Soissons

Soissons, le 09/04/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/03/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**FM FRANCE S.A.S.**

ZI de l'Europe  
BP 80236  
57370 Phalsbourg

Références : FM25-160\_Rinsp  
Code AIOT : 0005106108

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/03/2025 dans l'établissement FM FRANCE S.A.S. implanté ZID de l'Omois-BP 30 3 Rue du Marchis 02400 Épaulx-Bézu. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FM FRANCE S.A.S.
- ZID de l'Omois-BP 30 3 Rue du Marchis 02400 Épaulx-Bézu
- Code AIOT : 0005106108
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

L'entreprise FM France est autorisée à exploiter un entrepôt pour des activités logistiques et de stockage de marchandises industrielles, de biens de grande consommation, de produits combustibles et de produits inflammables sur le territoire de la commune d'Epaux-Bezu (02400).

L'arrêté préfectoral d'autorisation a été délivré le 10/08/2015. La surface utile de l'entrepôt est de 53 778 m<sup>2</sup> et le volume utile de 723 312 m<sup>3</sup>. Suite au décret n°2020-1169 du 24/09/2020, l'activité 1510 est désormais classée sous le régime de l'Enregistrement.

L'établissement est classé en "seuil bas" au titre des dispositions de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre 1er du livre V du code de l'environnement.

L'activité est dédiée à un unique client de la grande distribution, actuellement locataire des installations.

L'exploitant ICPE n'est pas le propriétaire du site.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4 de l'annexe II	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Moyens de lutte incendie	Arrêté Préfectoral du 02/09/2016, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
6	Ecran thermique	Arrêté Préfectoral du 10/08/2015, article 8.2.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 02/09/2016, article 7	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Stockage extérieur	Arrêté Préfectoral du 08/09/2020, article 4	Sans objet
4	Produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 02/09/2016, article 8	Sans objet
5	Produits agropharmaceutiques	Arrêté Préfectoral du 02/09/2016, article 12	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant tient à jour un état des stocks. Toutefois, cet état ne fait pas référence aux différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets relevant d'un classement au titre des rubriques 4XXX. Il n'a pas encore mis en place l'état des stocks sous format synthétique à destination de la population en cas d'incident sur le site.

Les moyens de lutte contre un incendie prescrits sont en place et font l'objet de contrôles périodiques réglementaires.

Le merlon situé à l'Ouest de la cellule 8 jouant le rôle d'écran thermique est présent. Quelques arbres y sont implantés, l'exploitant devra procéder à leur enlèvement afin de garantir sa stabilité.

Le bassin de confinement présente le volume requis, cependant, l'exploitant n'a toujours pas mis en place la procédure de gestion du creux permettant de disposer du volume nécessaire en permanence.

La mise à jour de l'analyse du risque foudre, l'étude technique associée et les travaux d'installations des dispositifs de protection ont été réalisés conformément à la demande de l'inspection lors de la visite d'inspection de 2022, l'exploitant devra néanmoins justifier la réalisation de la vérification initiale.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Etat des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4 de l'annexe II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des

installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;

2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.

Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

#### **Constats :**

L'exploitant explique qu'il fait une extraction état des stocks totale tous les matins.

Il a présenté deux fichiers l'un intitulé « 0 - Suivi Stockage MD.xlsm » et l'autre « 3.26.xlsx »

Le fichier « 0 - Suivi Stockage MD.xlsm » permet de suivre le respect des quantités autorisées par rubrique sur le site. La quantité stockée est traduite en pourcentage associé lui-même à un code couleur évolutif du vert au rouge. Deux niveaux d'alerte existent, niveau 1 : le seuil de 60 % de la quantité autorisée est atteint ; niveau 2 : le seuil de 80 % est atteint. Dès lors que la quantité stockée représente 95 % de la quantité autorisée pour la rubrique, il est recommandé de bloquer la réception des produits relevant de cette rubrique.

Le fichier 3.26.xlsx permet de connaître la répartition du stockage par cellule.

L'état des stock est daté, le jour de la visite, l'inspection a relevé quelques quantités stockées :

- 66,65 T de 4510 pour 155 T autorisées
- 16,77 T de 1450 pour 400 T autorisées
- 128,46 T de 4320 pour 407 T autorisées
- 4,01 T de 4734 pour 60 T autorisées

- 14 693,37 T de 1510

L'exploitant indique que l'état des stocks est mis à jour de façon quotidienne depuis janvier 2024. L'inspection souligne que l'état des stocks pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles doit être mis à jour a minima de manière quotidienne depuis le 01/01/2022.

Selon l'exploitant, l'inventaire physique est réalisée au quotidien de manière tournante et deux inventaires physiques fiscaux sont réalisés chaque année.

Les fichiers présentés sont disponibles et accessibles à tout moment sur Google DRIVE.

Les fiches de données sécurité sont mises à disposition par le client. Le responsable QHSE se charge de vérifier les évolutions des FDS et de mettre à jour le fichier partagé du site dès qu'une FDS évolue. Il doit également veiller à ce que le fichier des FDS disponible sur clé USB au poste de garde soit à jour.

Le plan général des stockages existe, il permet d'identifier à l'échelle de la cellule le type de produits stockés (ex :soit liquides inflammables, soit comburants, soit produits courants...) mais ne permet pas de faire le lien avec les rubriques admissibles stockées dans chaque cellule.

Par mail du 03/04/2025 adressé à l'inspection, l'exploitant a transmis un plan faisant apparaître par cellule la liste des rubriques admissibles et le lien entre la dénomination des cellules sur les actes administratifs régissant le site et celle qu'il utilise réellement pour l'exploitation du site.

**Non-conformité n°1 :**

Si l'état des stocks identifie les grandes familles de produits pour les stockages autres que les matières dangereuses, il ne fait pas référence aux différentes familles de mention de dangers des substances , produits, matières ou déchets relevant d'un classement au titre des rubriques 4XXX.

**Non-conformité n°2 :**

L'état des stocks sous format synthétique, obligatoire depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022, permettant en cas d'incident sur le site de fournir une information vulgarisée du public sur les substances, produits, matières et déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage n'a pas été mis en place.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

<p><u>Demande n°1 :</u> Les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets doivent figurer à l'état des stocks.</p> <p><u>Demande n°2 :</u> Un état des stocks sous forme synthétique permettant de répondre aux besoins d'information de la population doit être mis en place.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 2 : Stockage extérieur

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/09/2020, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage extérieur
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un stockage de palettes est situé au Nord de la cellule 4 à une distance minimale de 20 mètres de la limite de propriété Nord. Le stockage aura une dimension de (L * l * h) 32,8 m * 4,8 m * 4,8 m. Un autre stockage de palette est situé à l'Ouest de la cellule 2, le long de la paroi extérieure. Le stockage aura une dimension maximale de (L * l * h) 32,8 m * 4,8 m * 4,8 m. Ce stockage de palettes sera placé de sorte à laisser libre l'emplacement de la voie échelle placée à l'angle de la cellule 2 et de la cellule 3 et à laisser également libre la sortie de secours présente sur la paroi Ouest de la cellule 2.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les deux zones de stockage de palettes respectent les dispositions de cet article. L'inspection a pu constater la présence de quelques pièces métalliques sur la zone de stockage à l'Ouest de la cellule 2 (renommée J par l'exploitant) et relève qu'il n'y a pas de sortie de secours sur la paroi Ouest de cette cellule, les sorties de secours de cette cellule sont en effet positionnées sur ses parois Nord et Est.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : Moyens de lutte incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/09/2016, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li> <li>- d'un système de détection d'incendie avec report d'alarme au poste de garde ;</li> <li>- d'un dispositif d'extinction automatique de type sprinklage avec report d'alarme lors du déclenchement du dispositif ;</li> </ul>

- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1 ;
- de 9 appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple), répartis tout autour des bâtiments, d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil. Les prises de raccordement de ces appareils sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). Ces appareils fournissent un débit minimal de 480 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures. A défaut, une réserve d'eau (dédiée à la lutte contre l'incendie) capable de fournir le complément au volume d'eau requis pour les appareils d'incendie est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;
- de 2 réserves d'eau dédiée au système sprinklage, avec une motopompe pour chacune de ces réserves, chacune d'un volume de 1.200 mètres cubes ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.

L'installation est aussi dotée d'installations permettant d'irriguer les murs suivants en cas d'incendie :

- le mur Est de la cellule 3 (qui est également le mur ouest des cellules 0a, 0c, 1 et qui recoupe partiellement le mur ouest de la cellule 2),
- le mur Sud de la cellule 2 (qui est également le mur nord de la cellule 1),
- le mur Sud de la cellule 1 (qui est également le mur nord des cellules 0, 0a et 0b).

L'exploitant effectuera des essais de débits sur ses appareils incendie dans un délai d'un an après la mise en service des installations. Les résultats de ces essais seront transmis sous 1 mois après réception à l'inspection des installations classées.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

#### **Constats :**

Les moyens de lutte incendie prescrits sont présents sur le site.

L'exploitant a présenté le dernier rapport de contrôle des différents équipements.



#### Extincteurs :

Le rapport de contrôle des extincteurs du 13/12/2024 effectué par le prestataire CHUBB (SICLI) indique que sur les 417 extincteurs contrôlés 416 sont en bon état. L'extincteur en mauvais état a été remplacé en interne par l'exploitant avec le stock dont il dispose.

#### RIA :

Le rapport de contrôle des RIA du 13/12/2024 effectué par le prestataire CHUBB (SICLI) indique que sur les 118 appareils contrôlés 3 présentent des observations qui ne remettent pas en cause le bon fonctionnement du RIA.

L'exploitant indique que les travaux permettant de lever ces observations seront commandés prochainement.

#### Poteaux incendie :

Le site compte 11 poteaux incendie internes au site pour 9 prescrits.

L'inspection n'a pas contrôlé le respect des distances entre les poteaux incendie et tout point de la limite de l'installation et de la distance entre les poteaux incendie.

Le rapport de tests de débit des poteaux incendie du 17/12/2024 effectué par le prestataire CHUBB (SICLI) mentionne que tous les poteaux sont dans un état correct et le débit délivré sous une pression de 1 bar varie de 208 m<sup>3</sup>/h pour le poteau 3 à 300 m<sup>3</sup>/h pour les poteaux 8 et 9.

Ces poteaux sont alimentés via un groupe motopompe de capacité 480 m<sup>3</sup>/h par une réserve incendie d'un volume de 960 m<sup>3</sup> dont le contrôle du volume est assuré par un système de flotteur déclenchant une alerte en cas de non-respect.(voyant rouge sur l'armoire de commande dans le local sprinklage)

Le débit minimal requis de 480m<sup>3</sup>/h soit 960 m<sup>3</sup> pendant deux heures est donc respecté.

Toutefois, le rapport de contrôle de la motopompe dédiée à l'alimentation des poteaux incendie du 13/11/2024 établi par ITM (Incendie Travaux Mécanique) pour le compte de la société UXELLO mentionne dans l'encadré Observation à notre arrivée : « GROUPE SUR ARRÊT (fuite sur réseau enterré) »

#### Détection automatique incendie :

Le rapport de vérification du système de détection automatique incendie effectué du 20 août au 23 août 2024 conclut que les essais sont satisfaisants.

Toutefois, le rapport précise dans l'encadré remarques que « la porte coupe-feu 21 ne s'est pas fermée totalement, problème mécanique », qu'« il y a un asservissement de prévu sur le CMSI pour la coupure gaz de la chaufferie, mais celui-ci n'est pas raccordé » et que « suites à des défauts intempestifs et récurrents sur les lignes de diffuseurs sonores gérés par les SECURIVOC, un devis sera émis pour le remplacement de ces diffuseurs sonores »

La centrale est installée au rez de chaussée des bureaux et un report existe au poste de garde, ce report ne permet à l'agent en poste que de contrôler visuellement l'état du système, il ne peut pas intervenir sur celui-ci.

Extinction automatique incendie :

Le rapport de contrôle de chaque groupe motopompe associé à l'extinction automatique incendie établi le 13/11/2024 par ITM (Incendie Travaux Mécanique) pour le compte de la société UXELLO met en avant la nécessité de remplacer des pièces défectueuses : vanne quart de tour, batteries et filtre à air pour B1 et batteries et vanne de canne de démarrage 1/2F/F pour B2.

L'exploitant a présenté le devis de la société UXELLO pour le remplacement de ces pièces du 30/01/2025, sa commande du 03/02/2025 et le bon d'intervention ITM pour le compte d'UXELLO du 24/03/2025.

Si ce bon permet de justifier que l'ensemble des pièces défectueuses a bien été remplacé, il conclut que le groupe B1 a bien été remis en service mais que le groupe B2 est « à l'arrêt car tuyauterie rampe de démarrage détériorée en attente d'intervention jeudi 27/03/2025 »

Le contrôle du volume de 1200 m<sup>3</sup> de chacune des deux réserves d'eau associées au sprinklage est assuré par un système de flotteur déclenchant une alerte en cas de non-respect.(voyant rouge sur l'armoire de commande dans le local sprinklage)

Les dispositions relatives à l'aspersion de certains murs séparatifs de cellules seront contrôlées lors de la prochaine visite d'inspection du 15/05/2025.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

##### Demande n°3 :

L'exploitant justifiera que les travaux permettant de lever les observations sur les 3 RIA concernés ont été effectués.

##### Demande n°4 :

L'exploitant apportera toutes les précisions nécessaires concernant la fuite sur réseau enterré permettant l'alimentation en eau des poteaux incendie et notamment le caractère opérationnel de l'installation.

Pour mémoire, le rapport de la visite d'inspection du 19/05/2022 mettait déjà en avant une fuite sur ce réseau et sollicitait le détail des actions correctives mises en place lors d'une intervention du 07/07/2021.

##### Demande n°5 :

L'exploitant justifiera que les dysfonctionnements mentionnés dans le rapport de vérification du système de détection automatique incendie ont été résolus.

##### Demande n°6 :

L'exploitant justifiera que le groupe motopompe B2 est opérationnel.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 4 : Produits dangereux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/09/2016, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Produits dangereux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule.[...]</p> <p>Les produits classés sont stockés exclusivement dans les cellules 0 a/b/c, 4 a/b/c/d/e, 5a et 8. Le stockage de telles matières est interdit dans toute autre cellules. Les cellules 0 a/b/c, 4 a/b/c/d/e, 5a et 8 peuvent accueillir des produits courants si le stockage de ces derniers n'est pas incompatible avec le stockage des produits dangereux.</p> <p>Après délivrance de la présente autorisation et sous réserve que les cellules désignées pour le stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables respectent l'arrêté ministériel du 01/06/15 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, le stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables est autorisé dans les cellules 0 a/b/c, 4 a/b/c/d/e, 5a et 8.</p> <p>Les aérosols ne sont stockés que dans les cellules 0 a/b/c, 4 a/b/c/d/e et 5a. Ces cellules peuvent recevoir des produits de consommation courante, relevant de la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sous réserve de l'absence d'incompatibilité au stockage.</p> <p>Sans préjudice du respect des dispositions prévues aux alinéas précédents, les cellules de produits de consommation courante sont autorisées à accueillir des matières dangereuses en faible quantité (et en tous cas inférieure au seuil de déclaration) dans les zones de quai et dans les zones raquées (niveau 0), dans le cadre des activités de picking. Ces stockages devront être temporaires (moins de 24 heures) et devront respecter les règles de gestion des incompatibilités de produits. Les moyens de prévention et de protection d'éventuels sinistres devront être adaptés. Les zones de picking sont clairement identifiées et matérialisées par une signalétique adaptée.</p> <p><i>La hauteur de stockage des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage.</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant explique qu'à ce jour, toutes les cellules mentionnées à l'article 8 comme pouvant accueillir des produits dangereux ne sont pas toutes adaptées pour les accueillir. Il indique que les règles d'admissibilité des produits dans chaque cellule ont été paramétrées en conséquence.</p> <p>Par mail du 03/04/2025 adressé à l'inspection, il a transmis un plan de stockage faisant apparaître par cellule la liste des rubriques admissibles et le lien entre la dénomination des cellules sur les</p>

actes administratifs régissant le site et celle qu'il utilise réellement pour l'exploitation du site. Par exemple, les aérosols ne peuvent être stockés que dans les cellules 0b (G1 à G3) et 4c (D3) là où l'article 8 de l'AP de 2016 les autorise dans les cellules <b>0 a/b/c, 4 a/b/c/d/e et 5a.</b>
L'inspection ne disposant pas de ce plan lors de la visite d'inspection, la cohérence entre les informations consignées dans ce plan et l'état des stocks n'a pas été vérifiée.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<u>Demande n°7 :</u> L'exploitant corrigera l'erreur relevée concernant la dénomination de la cellule 0a sur le plan transmis par mail du 03/04/2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Produits agropharmaceutiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/09/2016, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Produits relevant des rubriques 4510 et 4741
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>Les produits agropharmaceutiques relevant des rubriques 4510 et 4741 sont stockés dans des cellules situées à plus de 100 m des bâtiments tiers.</i>
<b>Constats :</b>  voir annexe confidentielle
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<u>Demande n°8 :</u> L'exploitant transmettra ces plans à l'inspection dès qu'il en disposera.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Ecran thermique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/08/2015, article 8.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Merlon
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...]Un écran thermique est érigé en limite de propriété : - Merlon 2 m associé à un dénivelé naturel de 1,5 m de haut (3,50 m au total) et 68 m de long, situé à 40 m de la façade Ouest de la cellule 8 [...]
<b>Constats :</b>  Le merlon est en place, il est en matériaux terreux. Son axe se situe approximativement à 40 mètres de la paroi extérieure Ouest de la cellule 8 renommée A par l'exploitant.

<p>Le merlon apparaît stable, il est principalement enherbé et entretenu. Quelques arbres sont présents, ils sont plutôt de petite taille, leur présence n'affecte pas pour le moment la stabilité de ce merlon artificiel.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><u>Demande n°9 :</u>  Le merlon doit être exempt de tout aménagement susceptible de remettre en cause sa stabilité. L'exploitant doit mettre en place une procédure permettant de s'en assurer. Les arbres constatés doivent être éliminés et toutes les dispositions doivent être prises pour que leur reprise soit impossible.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 7 : Bassin de confinement**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/09/2016, article 7</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement des eaux polluées</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]Le bassin de rétention présent sur le site a un volume minimal de 4 683 mètres cubes. Ce volume minimal sera porté à 5 000 mètres cubes dès le début d'exploitation d'une des cellules de l'extension (cellules 0,0a/b/c, 1, 2 ou 5a). Ce volume minimal nécessaire au confinement des eaux potentiellement polluées sera actualisé en cas de modification des installations.  [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Constat au 19/05/2022 :</u>  Par courrier émis en date du 12 mai 2017, l'exploitant a joint le plan masse et plan de récolement attestant d'un volume réel du bassin de 5618 m<sup>3</sup>.  Le volume était entièrement disponible le jour de la visite d'inspection.  L'exploitant a joint un document URANO attestant de la conception du bassin (bâchage et étanchéité du bassin réalisée), avant engazonnement du fond et des parois du bassin.</p> <p><b>Observation n°1:</b> le bassin de confinement a vocation à accueillir les eaux pluviales du site et les eaux de confinement en cas d'incendie. Une procédure de gestion du creux (qui doit être disponible en permanence), doit être mise en place par l'exploitant.</p> <p>Réponse de l'exploitant en date du 10/10/2022 :  "Une étude par notre ingénieur hydraulique sera réalisée pour connaître exactement le volume des gestions de creux. Une côte de niveau sera affectée et retranscrite au niveau du bassin. La solution la plus pérenne sera de réaliser un marquage de niveau autour du bassin."</p>

Constat au 26/03/2025 :

L'exploitant explique qu'il n'a pas avancé sur ce sujet notamment en raison des démarches et travaux entrepris pour la protection des installations contre la foudre.

Il indique néanmoins que le bassin a été curé et s'engage à lancer l'étude relative à la gestion du creux et à réaliser le marquage adéquat.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Demande n°10 :

L'exploitant justifiera de la procédure de gestion du creux mise en place.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 8 : Foudre**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21

**Thème(s) :** Risques accidentels, Travaux spécifiques 2017

**Prescription contrôlée :**

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.

Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.

La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.

**Constats :**

Constats au 19/05/2022 :

Le matériel installé a fait l'objet d'une vérification initiale:

- pour la tranche 1: Rapport de vérification initiale FRANKLIN FRANCE, distinct de l'installateur,

vérification réalisée le 11 mai 2009, dossier n°NA20090626-1 - pour la tranche 2: Rapport de vérification initiale FRANKLIN FRANCE, distinct de l'installateur, vérification réalisée le 17 juin 2016, rapport n°RR20160617-1

Concernant la tranche 1, le rapport de vérification initiale FRANKLIN FRANCE, vérification réalisée le 11 mai 2009, dossier n°NA20090626-1 mentionne:

-> Pour le poste de garde, concernant la protection des effets indirects: Parafoudre de type 2 conforme au standard FM Logistique. Mais câblage réalisé en 2,5 mm<sup>2</sup> non-conforme à la norme NF C 15-100. Et protection en amont du disjoncteur général de l'armoire. Présence de tension à signaler par étiquette.

-> Pour le local sprinkler, concernant les protections contre les surtensions: Parafoudre de type 2 conforme au standard FM Logistique. Mais câblage réalisé en 6 mm<sup>2</sup> non-conforme à la norme NF C 15-100 et longueur trop importante.

-> Pour l'entrepôt de stockage, concernant la protection des effets directs: Cinq conducteurs de descente. Fixations en toiture ne sont plus assurées sur quelques mètres. Il manque des liaisons équipotentielles avec des masses métalliques de toiture. Et les observations suivantes:

-> Attention sur la descente n° 4 : les extincteurs sont proches de la descente. Une DDP peut apparaître en cas d'écoulement foudre.

-> n°1 et n° 2 : Réaliser l'interconnexion entre le conducteur méplat et les structures métalliques des exutoires de la cellule 4e

-> n° 3 : Reprendre les fixations de conducteur arrachés ainsi que la fixation du fourreau de protection utilisé dans le passage du mur coupe feu.

-> concernant la protection des effets indirects: Câblage des phases et neutre réalisé en section de 2,5 à 6 mm<sup>2</sup> non conforme aux normes. Terre de 6 à 10 mm<sup>2</sup> même remarque que précédemment. Le câblage ne respecte pas la distance des 50 cm imposé par le guide 15-443.

Concernant la tranche 2, le rapport de vérification initiale FRANKLIN FRANCE, vérification réalisée le 17 juin 2016, rapport n°RR20160617-1 mentionne une installation conforme.

Vérification visuelle:

- vu rapports 2017 et 2021, par sondage

Vérification complète:

- vu rapports 2016 et 2020, par sondage

Suite à la vérification complète de décembre 2020 (rapport n°1835-12.20 Établissements RENARD) et vérification visuelle de décembre 2021 (rapport n°1835-12.21 Établissements RENARD), l'exploitant prévoit la mise en conformité des installations courant juin 2022 (intervention programmée le 26/06/2022), protection pour les départs en tétrapolaires et monophasés. Des PDA "modèles tétrapolaires" doivent être mis en place (cf devis Établissements RENARD n°18.35.A12.048.20-2 du 04/10/2021 avec Bon de commande FM LOGISTIC n°2100192461).

**Observation n°11:** à l'issue de la présente visite d'inspection, l'exploitant confirmera la bonne réalisation des travaux prévus le 26/06/2022 et la mise en place des nouveaux équipements (cf devis Établissements RENARD n°18.35.A12.048.20-2 du 04/10/2021 avec Bon de commande FM LOGISTIC n°2100192461).

L'exploitant devra procéder à la mise à jour de son ARF et à une vérification complète, suite à l'installation de ces nouveaux équipements.

Constats au 26/03/2025 :

L'exploitant n'a pas transmis à l'inspection des installations classées de justification quant à la mise à jour de son ARF et la vérification complète sollicitées à l'observation n°11 du rapport de visite d'inspection du 19/05/2022.

Lors de la visite du 26 mars 2025, l'exploitant explique que l'analyse du risque foudre, l'étude technique qui en a découlé et les travaux de mise en sécurité du site vis-à-vis du risque foudre ont bien été réalisés.

Il présente les documents en séance qui seront ensuite adressés par mail du 03/04/2025 à l'inspection.

L'ARF a été réalisée par FRANCE PARATONNERRES, son rapport du 28/04/2023 conclut ainsi :

STRUCTURES N°1, N°2, N°3, N°4, N°5, N°6, N°7 et N°11:

Sans mesure de protection, pour chaque type de risque présent dans la structure, la valeur totale des risques excède le risque tolérable RT. Au sens de la norme NF EN 62305-2 appliquée la structure n'est pas protégée.

Il est donc nécessaire d'adopter des mesures de protection contre les effets directs et indirects de la foudre.

STRUCTURES N°8, N°9 et 12 :

Sans mesure de protection, pour chaque type de risque présent dans la structure, la valeur totale des risques n'excède pas le risque tolérable RT. Au sens de la norme NF EN 62305-2 appliquée la structure est protégée.

Il n'est donc pas nécessaire d'adopter des mesures de protection contre les effets directs et indirects de la foudre.

STRUCTURE N°10 :

Sans mesure de protection, pour chaque type de risque présent dans la structure, la valeur totale des risques n'excède pas le risque tolérable RT. Au sens de la norme NF EN 62305-2 appliquée la structure est protégée. L'Analyse de Risque Foudre fait apparaître que le bâtiment est auto protégé au sens de la norme du fait que le risque total est inférieur au risque tolérable. Toutefois concernant le local sprinkler la méthode déterministe sera appliquée. La méthode probabiliste n'est pas adaptée au local Sprinkler car son dysfonctionnement serait préjudiciable en cas d'incendie.

Il est donc nécessaire d'adopter des mesures de protection contre les effets directs et indirects de la foudre.

L'étude technique foudre a été réalisée par les Établissements RENARD, son rapport de juillet 2023 détaille les dispositifs à mettre en place en tenant compte des équipements de l'installation existante conformes pouvant être conservés.



Les travaux d'installations extérieures et intérieures de protection contre la foudre ont été réalisés par la société "Établissements RENARD". Le dossier des ouvrages exécutés (DOE) date de décembre 2023

Concernant la protection contre l'atteinte directe, il conclut ainsi :

" Travaux réalisés conformément à la norme NF C 17-102 de septembre 2011 en application de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié, selon l'Analyse du Risque Foudre (ARF) établie par la société « France Paratonnerres » (rapport n° EP-NN-230204 Indice 02 du 28 avril 2023) et l'Étude Technique (ET) réalisée par la société « Établissements RENARD » (rapport n° 1835.A07.154.23 de juillet 2023).

Effectuer un relevé trimestriel des compteurs de coups de foudre sur carnet de maintenance tenu à disposition de l'inspecteur des installations classées (en cas d'impact de foudre relevé, il convient de procéder à la vérification après impact).

Faire procéder à la vérification initiale dans un délai de 6 mois (par un bureau de contrôle ou une société spécialisée QUALIFOUDRE).

Vérification périodique de l'installation à réaliser tous les ans.

Concernant la protection contre l'atteinte indirecte, il conclut ainsi :

" Installation conforme à la norme NF EN 62305-4 de décembre 2012, au guide UTE C 15-443 et à la norme NF C 15-100, en application de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 mNN-230204 Indice 02 du 28 avril 2023) et l'Étude Technique réalisée par la société « Ets RENARD » (rapport n° 1835.A07.154.23 de juillet 2023).

Matériel conforme à la norme NF EN 61643-11.

Effectuer un relevé après période orageuse du voyant de fonctionnement des parafoudres.

Faire procéder à la vérification initiale dans un délai de 6 mois (par un bureau de contrôle ou une société spécialisée QUALIFOUDRE).

Vérification périodique de l'installation à réaliser tous les ans.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

##### Demande n°11 :

L'exploitant justifiera la réalisation de la vérification initiale des installations de protection extérieures et intérieures contre la foudre par un bureau de contrôle ou une société spécialisée QUALIFOUDRE en transmettant le rapport associé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois